

Banque nationale suisse
Rapport sur l'environnement
2012

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Table des matières

Avant-propos	3
1 La performance environnementale en bref	4
2 La Banque nationale et l'environnement	5
3 Consommation des ressources	6
4 Changement climatique	10
5 Chiffres repères écologiques	12
6 Objectifs en matière d'environnement pour les années 2009 à 2014	13
7 Evolution comparative	14
8 Exemples de mesures et de projets	15
9 Dossier: construction durable	18
10 L'utilité environnementale doit faire partie intégrante des avantages du produit.	22
Annexe: Index GRI	26
Glossaire	27

Avant-propos

Nous avons le plaisir de vous présenter le Rapport sur l'environnement 2012 de la Banque nationale suisse (BNS). Ce document contient les données et les chiffres repères relatifs à la consommation de ressources et aux émissions de gaz à effet de serre de la BNS en 2012. Il décrit aussi les fondements de la gestion de l'environnement mise en œuvre par la Banque, sa stratégie de lutte contre le réchauffement climatique ainsi que les mesures et projets destinés à améliorer sa performance environnementale.

L'édition de cette année a pour thème central la construction durable. Elle présente en pages 18 et 19 les concepts de durabilité dans le domaine de la construction et de bâtiment durable, ainsi que les principaux standards d'évaluation utilisés en Suisse. Dans un entretien qu'il nous a accordé, Franz Beyeler, directeur de Minergie, nous parle du standard Minergie, évoque les avantages et les coûts des travaux de construction ou d'assainissement effectués selon le label Minergie ainsi que ceux d'une certification, et présente la situation actuelle et les défis futurs dans le domaine de la construction.

Les photos qui accompagnent le texte présentent des matériaux qui peuvent être utilisés pour la construction de bâtiments durables. Elles proviennent des archives de divers musées et hautes écoles.

Comité de l'environnement H. Kuhn

Bureau de l'environnement C. Kopp

1

La performance environnementale en bref

En 2012, la consommation de ressources de la BNS a diminué dans quatre des six domaines recensés.

La consommation d'électricité a diminué de 7%, à la suite de la fermeture de la caisse de Genève et grâce à une amélioration de l'efficacité énergétique dans les centres de calcul. Les déplacements professionnels ont reculé (-1%), de même que l'eau et les déchets de bureau, en baisse de respectivement 9% et 2%.

Par contre, la consommation de chaleur a augmenté – en raison surtout d'une longue période de froid intense – de 21%, tout comme la consommation de papier (+2%). La part du papier recyclé dans le volume total de papier utilisé a atteint 91%.

Par rapport à 2011, tous les chiffres repères en valeur relative par collaborateur ont reculé, à l'exception de ceux de la consommation de chaleur.

Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 16%, pour s'inscrire à 1 160 tonnes. Cette évolution est due principalement au remplacement du gaz naturel par du biogaz. Les principaux facteurs d'émission restent le trafic aérien (54%) et la consommation de chaleur (17%). Les émissions de gaz à effet de serre ont à nouveau été intégralement compensées.

Comparés à ceux d'autres banques, les chiffres repères écologiques de la BNS pour 2012 se situent dans la moyenne supérieure. La consommation d'électricité de la BNS est la plus élevée en valeur relative, et c'est elle aussi qui présente, avec une autre banque, la plus grande quantité de déchets. Pour la consommation de chaleur et d'eau ainsi que les déplacements professionnels, la BNS affiche la deuxième valeur la plus élevée. En revanche, elle fait mieux que les autres banques en ce qui concerne la consommation de papier en général, et la part de papier recyclé en particulier. Pour ses émissions de gaz à effet de serre, notre Banque présente une valeur comparativement faible, qui témoigne de sa volonté de privilégier les énergies renouvelables.

La BNS a pour mandat légal de conduire la politique monétaire de la Suisse dans l'intérêt général du pays. Dans le cadre de ce mandat, elle consomme des ressources. Elle a besoin d'énergie et d'eau, utilise des moyens d'exploitation, produit des déchets et entraîne des déplacements professionnels. La production matérielle de la Banque nationale comprend la fabrication, la distribution et l'élimination des billets de banque, tâches qui lui incombent en sa qualité de détentrice du monopole d'émission, ainsi que différentes publications.

CHARTE ET CODE DE CONDUITE

Dans sa charte et son code de conduite, la BNS s'engage à fournir ses prestations en ménageant les ressources naturelles. Elle respecte les principes du développement durable et assume pleinement sa responsabilité en matière de protection de l'environnement dans l'exercice de son mandat légal.

CHARTE SUR L'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 2009 À 2014

La Direction générale arrête, pour une période de six ans, la stratégie de la BNS en matière de gestion de l'environnement et énonce les principes et les objectifs en vue d'une utilisation des ressources qui soit soucieuse de l'environnement.

Les objectifs fixés dans la troisième charte sur l'environnement pour les années 2009 à 2014 visent à stabiliser et à diminuer l'utilisation des ressources, en mettant un accent particulier sur la protection du climat. Les principaux domaines d'action sont les suivants:

- changement climatique
- préservation des ressources et efficacité énergétique
- approvisionnement en espèces
- collaborateurs
- fournisseurs et partenaires de la BNS.

La charte sur l'environnement de la BNS peut être consultée à l'adresse www.snb.ch, La BNS/Structure et organisation/Gestion de l'environnement.

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis 1996, la Banque nationale met en œuvre une gestion de l'environnement conforme à la norme ISO 14001 et publie un rapport annuel sur sa performance environnementale.

La Direction générale est informée chaque année des activités déployées dans le cadre de la gestion de l'environnement au moyen du Rapport sur l'environnement, qui est complété par un management review.

Le Comité de l'environnement de la Banque nationale coordonne les activités de gestion de l'environnement. Il se compose de représentants issus de tous les départements de la Banque.

Enfin, le Bureau de l'environnement est l'interlocuteur principal pour toutes les questions liées aux activités opérationnelles. Il est responsable de la mise en œuvre de la gestion de l'environnement.

LIMITES DU SYSTÈME

Les limites du système définissent le domaine couvert par le Rapport sur l'environnement. Elles comprennent les immeubles utilisés par la BNS dans le cadre de ses activités opérationnelles à Berne et à Zurich. La superficie totale de ces bâtiments s'élève à quelque 58 900 m². Depuis 2011, le système englobe aussi le centre de calcul de Zurich, qui ne pouvait pas être pris en compte jusque-là faute de données relatives à la consommation d'énergie.

En 2012, divers changements ont conduit à une modification des limites du système et à une diminution de la superficie totale des immeubles de quelque 4%. Il s'agit de la fermeture de la caisse de Genève en janvier, suivie de la vente du bâtiment, et de l'inauguration de l'immeuble de Seefeld à Zurich en octobre.

Le centre de formation et de vacances de la BNS («centre Hasli»), dont les données et les chiffres sont mentionnés séparément dans le présent rapport, se trouve également à l'intérieur des limites du système. Le centre d'études de Gerzensee se trouve quant à lui en dehors des limites du système.

En 2012, la BNS employait 696,4 collaborateurs (équivalents plein temps), apprentis inclus, soit 3,6% de plus que l'année précédente.

3

Consommation des ressources

ELECTRICITÉ

En 2012, la consommation d'électricité a reculé de 7% par rapport à l'année précédente pour s'inscrire à 6,4 millions de kWh. La consommation moyenne par collaborateur s'est élevée à 9160 kWh, ce qui équivaut à un recul de 10%.

Cette baisse s'explique en partie par la fermeture de la caisse de Genève. Par ailleurs, la consommation d'électricité a diminué de 11% dans le centre de calcul de Zurich et dans celui de Berne.

La «virtualisation» croissante des serveurs dans les centres de calcul, le remplacement du matériel informatique ancien par des appareils moins gourmands en énergie et l'optimisation du système de distribution d'air froid ont notamment contribué à cette évolution positive.

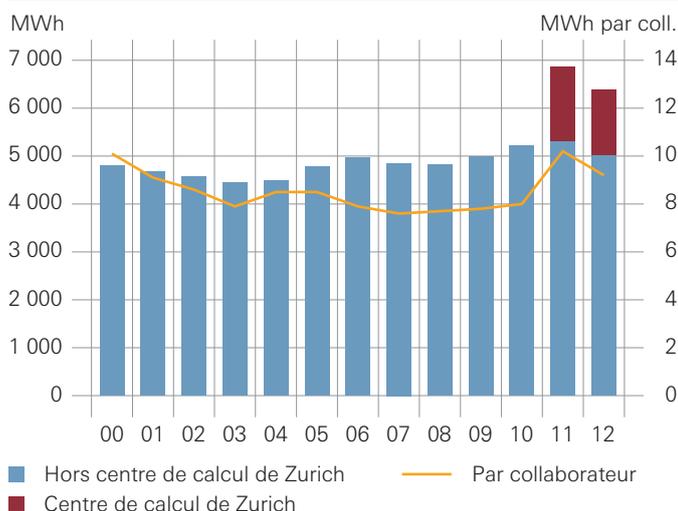
ENERGIE DE CHAUFFAGE

Par rapport à 2011, la consommation d'énergie de chauffage a augmenté de 21% en chiffres absolus pour s'inscrire à 3 millions de kWh. Par collaborateur, cela correspond à une consommation moyenne de 4290 kWh, soit une hausse de 17%.

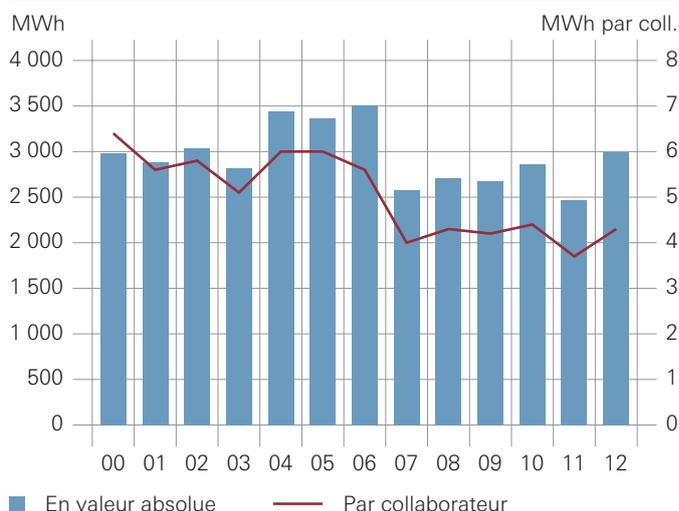
Cette consommation accrue s'explique par le front froid qui a stagné sur la Suisse en février 2012, entraînant une hausse du nombre moyen de degrés-jours de chauffage de 15% sur tous les sites de la BNS. Ces valeurs correspondent approximativement à celles de 2010.

Par ailleurs, l'immeuble entièrement assaini de la Seefeldstrasse à Zurich a été inauguré en octobre 2012. La superficie de ce site a ainsi presque doublé, d'où un accroissement de la consommation d'énergie de chauffage.

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ



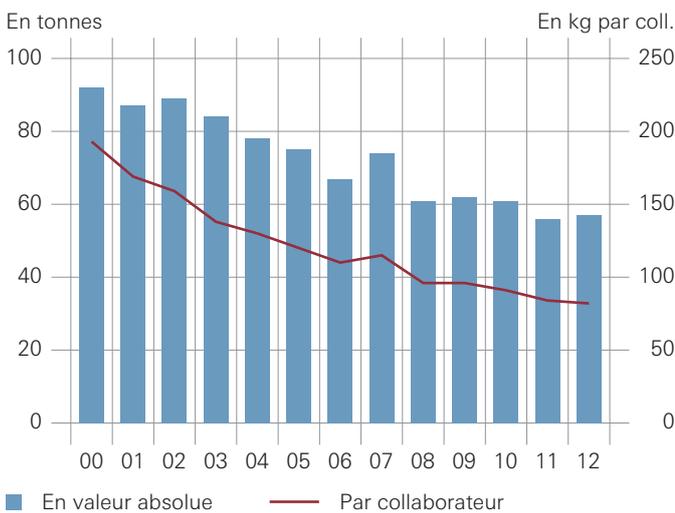
CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE



PAPIER

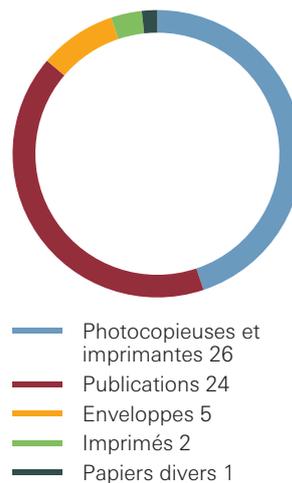
En 2012, la consommation de papier a progressé de 2%, atteignant 57,4 tonnes. L'augmentation en chiffres absolus s'explique par l'accroissement des effectifs. Par collaborateur et par an, la consommation de papier s'est contractée de 2% pour s'établir à 82 kg.

CONSUMMATION DE PAPIER



CONSUMMATION DE PAPIER

En tonnes



EAU

Par rapport à l'année précédente, la consommation d'eau a diminué de 9% pour s'établir à 14 600 m³. La consommation moyenne par collaborateur a reculé de 12%, passant à 20 980 litres par an, ou à 83 litres par jour de travail.

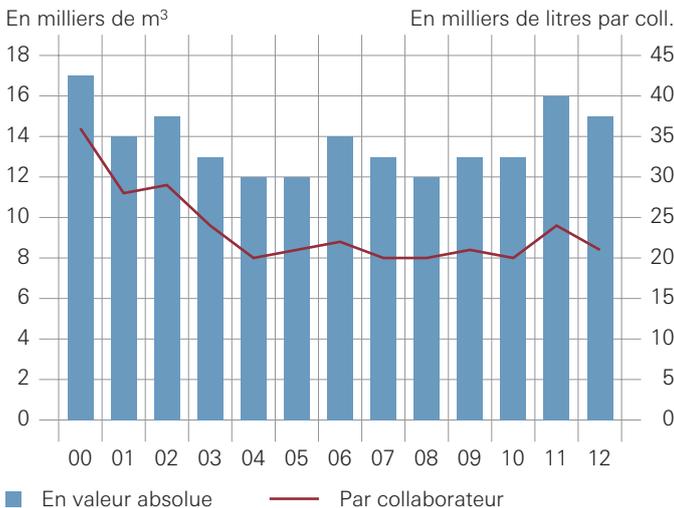
Cette réduction est due principalement à la fermeture du site de Genève. Cependant, la consommation totale reste nettement supérieure aux valeurs mesurées avant 2010, ce qui s'explique par les transformations réalisées dans le bâtiment de Seefeld à Zurich et qui ont nécessité d'énormes quantités d'eau.

DÉCHETS

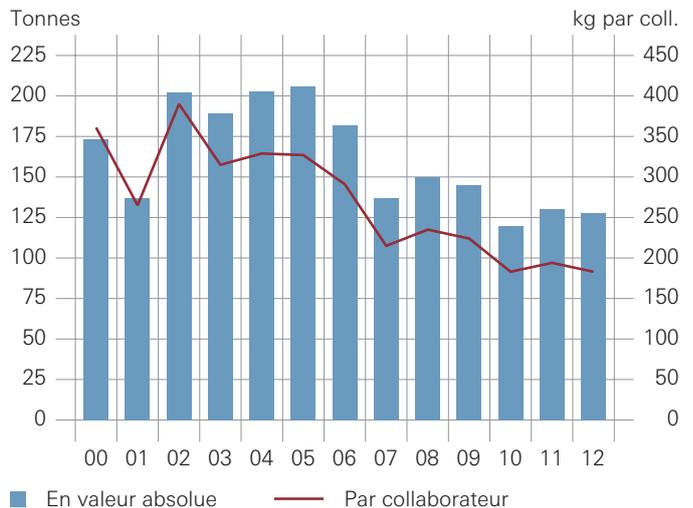
Par rapport à 2011, les quantités de déchets de bureau (hors déchets de construction, déchets de billets de banque, appareils électriques ou électroniques usagés, etc.) ont diminué de 2% pour s'établir à 127,5 tonnes. Le volume de déchets de bureau a ainsi atteint 183 kg par collaborateur, soit 5% de moins que l'année précédente.

Le gros des travaux de démolition dans le bâtiment de Seefeld à Zurich s'est terminé en 2011. En 2012, les quantités de matériaux de démolition et de déchets spéciaux étaient ainsi de nouveau comparables à celles des années précédentes.

CONSUMMATION D'EAU



DÉCHETS DE BUREAU



DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS

La distance totale parcourue à des fins professionnelles a reculé de 1% pour s'inscrire à 4,26 millions de kilomètres. Par collaborateur, elle a diminué de près de 4% pour totaliser 5930 km.

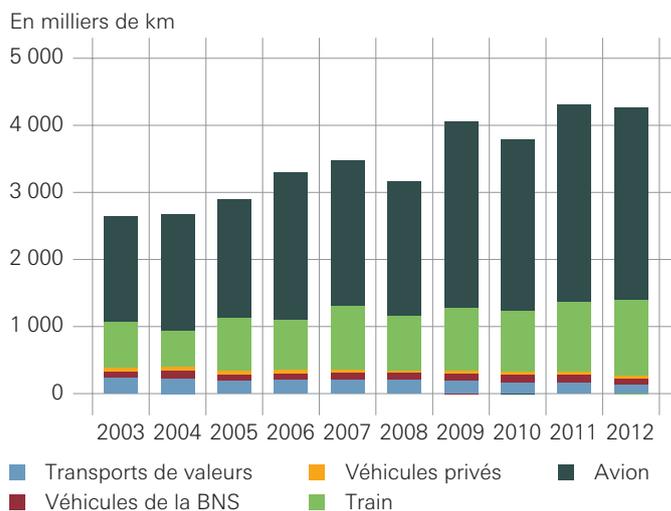
Depuis 2009, les déplacements professionnels présentent une croissance ralentie. Ils ont même reculé récemment. La baisse observée en 2012 est due principalement à la diminution du nombre de kilomètres parcourus en avion (-3%).

Erratum: une erreur dans le calcul des kilomètres parcourus en train a conduit à sous-estimer le total des déplacements professionnels dans le Rapport sur l'environnement 2011. Ceux-ci se sont accrus en réalité de 14% au lieu de 3%, soit, par collaborateur, de 13% au lieu de 3%. Il en est résulté une augmentation des émissions totales de gaz à effet de serre (de 1,5% au lieu de 0,3%). Les calculs et les graphiques du présent rapport se fondent sur les valeurs corrigées.

DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS



DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS



OBJECTIFS EN MATIÈRE DE CLIMAT

La Banque nationale a conscience des enjeux environnementaux, économiques et sociaux liés au changement climatique. Afin de diminuer l'impact de ses activités sur le changement climatique, elle a défini les objectifs suivants dans sa charte sur l'environnement valable jusqu'en 2014:

- renoncer, dans la mesure où les contraintes techniques et économiques le permettent, aux installations de chauffage à combustibles fossiles lors d'assainissements;
- réduire de 10% les émissions directes de gaz à effet de serre dues aux carburants et aux combustibles fossiles;
- continuer de couvrir totalement la consommation d'électricité par des énergies renouvelables;
- produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques;
- compenser toutes les émissions de gaz à effet de serre dès 2011.

STRATÉGIE EN MATIÈRE DE CLIMAT

La stratégie de la Banque nationale en vue de diminuer les émissions de gaz à effet de serre comprend quatre paliers: éviter les émissions de CO₂; les réduire; les remplacer; les compenser.

1. **Eviter:** diminuer la consommation de ressources en prenant des mesures d'optimisation au niveau de l'exploitation et en encourageant les collaborateurs à adopter un comportement respectueux de l'environnement.
2. **Réduire:** diminuer la consommation de ressources en investissant dans des travaux d'assainissement; améliorer l'efficacité énergétique.
3. **Remplacer:** produire la chaleur et le froid à l'aide d'énergies renouvelables en lieu et place d'énergies d'origine fossile et s'approvisionner en courant écologique.
4. **Compenser:** compenser les émissions restantes en soutenant des projets de protection du climat.

En 2007, la BNS a commencé à compenser les émissions de gaz à effet de serre imputables au trafic aérien en finançant des projets de protection climatique qui contribuent à la réduction des émissions à l'échelle mondiale. Depuis 2011, elle a atteint la neutralité climatique. Autrement dit, les émissions inévitables de gaz à effet de serre dues aux activités de la BNS sont intégralement compensées.

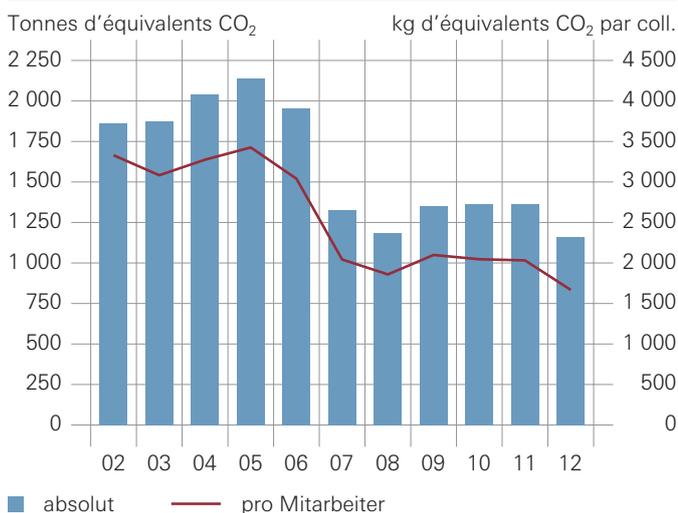
EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN 2012

En 2012, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 16% pour s'établir à 1 160 tonnes d'équivalents CO₂. Ce recul résulte principalement du remplacement du gaz naturel à raison de 74% par du biogaz, dont les émissions de CO₂ sont moindres.

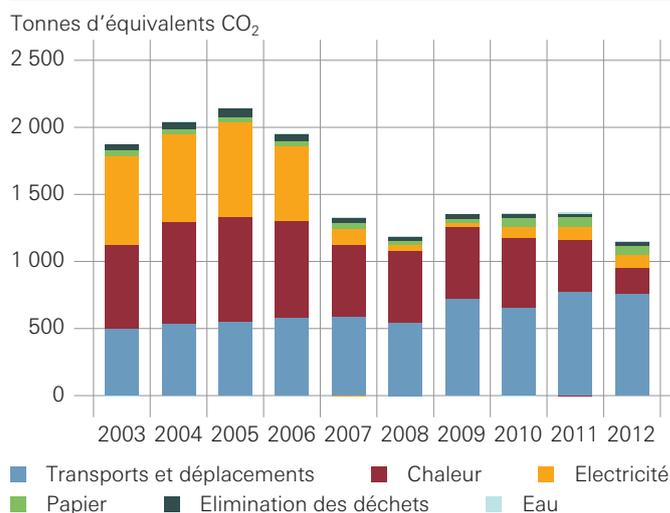
Les émissions annuelles par collaborateur se sont établies à 1 670 kg (-19%).

Gros consommateurs de carburants fossiles, les trajets en avion sont la principale cause des émissions de gaz à effet de serre de la BNS avec une part de 54%. Les autres facteurs d'émission sont, par ordre décroissant, la consommation de chaleur (17%, -12 points), la consommation d'électricité (8%), les trajets en voiture (7%), le papier (6%), les trajets en train (5%), l'élimination des déchets (2%) et l'eau (1%).

EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



5

Chiffres repères écologiques

Pour le calcul et la présentation de ses chiffres repères écologiques, la BNS se réfère aux normes VfU Standard 2010¹.

CHIFFRES REPÈRES EN VALEUR ABSOLUE

	2011	2012	Variation (en %)
Energie (kWh)	9 318 000	9 367 000	1
Electricité (kWh)	6 852 000	6 378 000	-7
Chaleur (kWh)	2 466 000	2 989 000	21
Déplacements professionnels ² (km)	4 239 000	4 203 000	-1
Part ³ des kilomètres en train (%)	25	27	
Part des kilomètres en véhicule privé (%)	6	5	
Part des kilomètres en avion (%)	69	68	
Papier (kg)	56 500	57 400	2
Part du papier recyclé (%)	89	91	
Eau (m ³)	16 000	14 600	-9
Déchets ⁴ (t)	141	141	-
Part du recyclage (%)	61	62	
Part de l'incinération (%)	38	38	
Part des déchets mis en décharge (%)	-	-	
Part des déchets spéciaux (%)	-	-	
Emissions de gaz à effet de serre (t d'équivalents CO ₂)	1 384	1 160	-16

CHIFFRES REPÈRES EN VALEUR RELATIVE PAR COLLABORATEUR

	2011	2012	Variation (en %)
Energie (kWh)	13 870	13 450	-3
Electricité (kWh)	10 200	9 160	-10
Chaleur (kWh)	3 670	4 290	17
Déplacements professionnels ² (km)	6 310	6 030	-4
Papier (kg)	84	82	-2
Eau (litres)	23 700	21 000	-11
Déchets ⁴ (kg)	210	200	-5
Emissions de gaz à effet de serre (kg d'équivalents CO ₂)	2 060	1 670	-19

¹ Les indicateurs VfU (Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten) fixent une norme appliquée à l'échelle internationale pour mesurer la performance environnementale des prestataires financiers.

² Hors trajets effectués par des coursiers externes. Valeurs corrigées (voir erratum page 9).

³ Parts dans la consommation totale.

⁴ Les chiffres ne tiennent compte ni des déchets de construction et des billets de banque, ni des emballages pour boissons réutilisables.

Objectifs en matière d'environnement pour les années 2009 à 2014

Dans sa charte sur l'environnement, la BNS a formulé des objectifs pour les années 2009 à 2014. Le tableau ci-dessous indique le niveau de réalisation des objectifs fixés dans les domaines du changement climatique ainsi que de la préservation des ressources et de l'efficacité énergétique.

Jusqu'en 2012, les émissions de CO₂ dues aux carburants et aux combustibles fossiles ont été réduites dans une proportion nettement plus élevée que celle visée, soit de 32% au lieu de 10%. Ce bon résultat est dû à l'abandon des installations de chauffage à combustibles fossiles au profit de pompes à chaleur électriques ainsi qu'au remplacement du gaz naturel par du biogaz.

Depuis 2009, la BNS couvre l'intégralité de sa consommation d'électricité avec des énergies renouvelables. Depuis 2011, elle compense toutes les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses activités. Elle n'a pas encore atteint son objectif consistant à produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques.

Depuis 2009, la consommation d'énergie a augmenté de 22% en chiffres absolus; l'objectif d'une croissance zéro n'a donc été ni atteint ni même approché. Les principales raisons en sont l'accroissement des effectifs de la BNS de 9% et les changements intervenus dans les limites du système. En effet, depuis 2011, la consommation d'électricité du centre de calcul de Zurich est prise en compte. Par ailleurs, un nouveau bâtiment a été inauguré sur le site de Zurich. La consommation d'électricité par collaborateur a augmenté de 17%, alors que l'objectif visé était une réduction de 5%.

Corrigée des effets dus à l'intégration du centre de calcul de Zurich, la consommation d'énergie a augmenté de 4% en chiffres absolus, tandis que la consommation d'électricité par collaborateur s'est contractée de 8%.

Pour les combustibles fossiles, la réduction a été nettement plus importante que prévu (-84% au lieu de -10%). Ce résultat découle de l'abandon systématique des combustibles fossiles au profit de combustibles de sources renouvelables, comme le biogaz, et au remplacement des anciennes installations de chauffage par des pompes à chaleur électriques.

OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 2009 À 2014

	Objectif jusqu'en 2014	Etat 2012	Années de référence 2009	Variation jusqu'en 2012 (en %)
Changement climatique				
Réduire de 10% les émissions de CO ₂ dues aux carburants et aux combustibles fossiles (t)	1 140	862	1 270	-32
Couvrir la consommation d'électricité à raison de 100% par des énergies renouvelables (%)	100	100	100	0
Produire au moins 1% de l'électricité par ses propres installations photovoltaïques (%)	1	0	0	0
Compenser à 100% les émissions de gaz à effet de serre (%)	100	100	0	0
Préservation des ressources et efficacité énergétique				
Stabiliser la consommation d'énergie en chiffres absolus	7 670	9 370	7 670	22
Stabiliser la consommation d'énergie en chiffres absolus, corrigée des effets dus à l'adaptation du système ¹ (MWh)	7 670	8 000	7 670	4
Diminuer de 5% la consommation d'électricité par coll. (kWh)	7 440	9 160	7 830	17
Diminuer de 5% la consommation d'électricité par coll., corrigée des effets dus à l'adaptation du système ¹ (kWh)	7 440	7 190	7 830	-8
Diminuer de 10% la consommation de combustibles fossiles (MWh)	3 040	542	3 380	-84

¹ Sans prise en compte du centre de calcul de Zurich intégré dans le système depuis 2011

7

Evolution comparative

A des fins de comparaison avec d'autres banques, nous avons mis en regard les indicateurs VfU 2012 de la BNS et ceux d'une banque cantonale, d'une banque privée et d'une grande banque.

La position de la BNS n'a guère changé d'une année à l'autre. Ses chiffres de référence se situent toujours dans la moyenne supérieure.

En 2012, elle a de nouveau fait mieux que les autres banques en termes de consommation de papier par collaborateur. Elle affiche aussi une part de papier recyclé nettement plus élevée que les autres instituts financiers. La consommation de papier comparativement faible de la BNS s'explique par le fait qu'elle n'offre pas de services destinés à la clientèle de particuliers.

Comme en 2011, la BNS a utilisé plus d'électricité que les autres banques. Pour ce qui est de la consommation de chaleur, elle affiche la deuxième valeur la plus élevée.

Quant au nombre de kilomètres parcourus par les collaborateurs de la BNS à des fins professionnelles, il était inférieur à celui de la banque privée, mais nettement supérieur aux chiffres de la banque cantonale et de la grande banque.

Pour les émissions de gaz à effet de serre, la BNS se classe juste derrière la banque cantonale, meilleure élève en la matière. Ce résultat traduit notamment sa volonté de privilégier les énergies renouvelables.

EVOLUTION COMPARATIVE

Chiffres repères 2012 par collaborateur

	BNS	Banque cantonale	Banque privée ¹	Grande banque
Energie (kWh)	13 450	10 700	6 700	13 110
Electricité (kWh)	9 160	7 390	5 600	8 470
Chaleur (kWh)	4 290	3 315	1 100	4 640
Déplacements professionnels (km)	6 030	1 009	7 800	3 260
Part des kilomètres en avion (%)	68	57	n.d.	96
Papier (kg)	82	233	125	200
Part du papier recyclé (%)	91	7	72	9
Eau (litres)	21 000	19 300	11 750	28 000
Déchets (kg)	200	182	170	200
Part du recyclage (%)	62	54	63	63
Emissions de gaz à effet de serre (kg d'équivalents CO ₂)	1 670	1 350	2 430	2 026

¹ Données pour 2011

n.d. Aucune donnée disponible

8

Exemples de mesures et de projets

CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU «CENTRE HASLI»

Par rapport à 2011, la consommation totale d'énergie du centre de vacances et de formation «centre Hasli» a augmenté de 11%, la consommation d'électricité ayant reculé de 10% et la consommation de chaleur, progressé de 11%.

Cette hausse est imputable à l'annexe «Murmeli» rénovée en 2011 et qui est désormais exploitée pendant toute l'année.

La production de chaleur solaire a reculé de 7% par rapport à 2011, une année exceptionnelle en termes d'ensoleillement. La part de la chaleur produite par l'installation photovoltaïque a diminué de 7% pour s'établir à 36 100 kWh, ce qui correspond à 15% de la consommation d'énergie de chauffage du «centre Hasli».

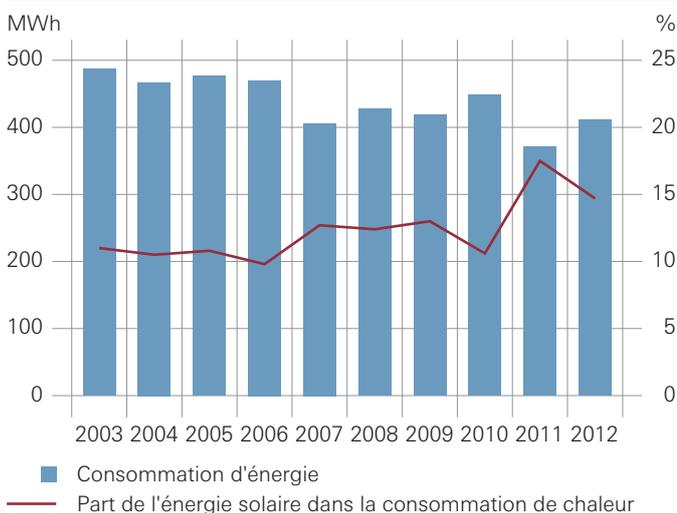
PART DU PAPIER RECYCLÉ TOUJOURS EN HAUSSE

Depuis 1998, la Banque nationale utilise, dans la mesure du possible, du papier recyclé dans tous ses départements et services. En 2012, la part du papier recyclé a atteint un nouveau niveau record de 91%, soit un accroissement de 2 points par rapport à l'année précédente.

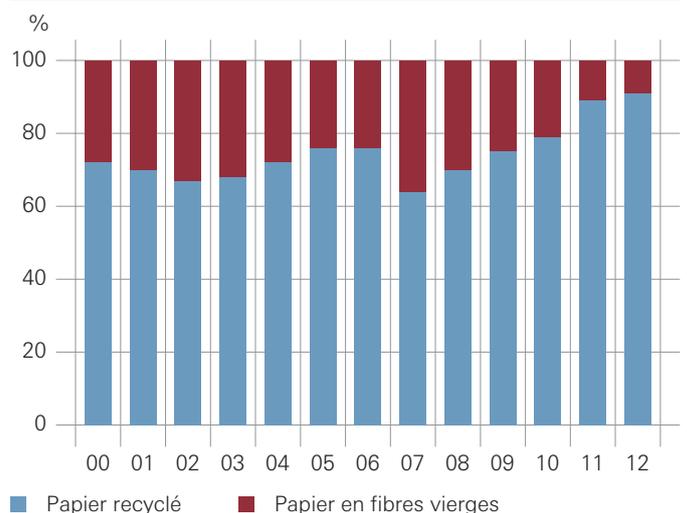
A l'exception de son rapport de gestion et de quelques brochures, la BNS a imprimé en 2012 toutes ses publications sur du papier recyclé.

Les papiers recyclés ont un impact écologique inférieur de 30% en moyenne à celui des papiers en fibres vierges. Leur utilisation réduit aussi l'exploitation commerciale des forêts, sachant que la production de papier blanc en fibres vierges nécessite du bois ainsi que d'importantes quantités d'eau et d'énergie.

CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU «CENTRE HASLI»



PAPIER RECYCLÉ ET PAPIER EN FIBRES VIERGES



COURANT ÉCOLOGIQUE

En 2012, la Banque nationale a couvert la consommation d'électricité de ses sièges de Berne et de Zurich par du courant écologique certifié «naturemade star» composé d'énergie hydraulique et d'énergie solaire. Le certificat «naturemade star» est un label garantissant un courant produit de manière particulièrement respectueuse de l'environnement et se caractérisant par une plus-value écologique qui permet:

- d'encourager les énergies renouvelables
- d'alimenter un fonds servant à financer des mesures d'amélioration écologique dans le secteur des centrales hydro-électriques.

BIOGAZ

Depuis 2010, la BNS remplace une partie du gaz naturel utilisé pour couvrir sa consommation de chaleur par du biogaz.

En 2012, la part du biogaz a été relevée à 70%. Le biogaz, qui est pour ainsi dire neutre en termes d'émissions de CO₂, est produit par la société erdgaszürich dans des usines régionales à partir de déchets organiques (déchets verts, restes de repas, etc.).

ACHÈVEMENT DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

La dernière étape des transformations dans le bâtiment de Seefeld à Zurich s'est terminée en octobre 2012, ce qui a porté le total de la surface de référence énergétique de ce site à 5060 m² (+2640 m²). Pour le chauffage et le refroidissement de cet immeuble, la Banque nationale a adhéré au «Seewasserverbund Falkenstrasse» (réseau des eaux lacustres Falkenstrasse). Le service d'électricité de la ville de Zurich utilise l'eau du lac pour chauffer et refroidir les bâtiments reliés à ce réseau. En chauffant ainsi ses locaux et bureaux dans le quartier de Seefeld avec du courant issu d'énergies renouvelables, la BNS peut se passer du gaz naturel, qui fait partie des combustibles fossiles.

EXPOSÉ SUR LES PROJETS DE RÉDUCTION D'ÉMISSIONS

En octobre 2012, Markus Weber, responsable du département Greenhouse Gas Services chez Germanischer Lloyd, a présenté un exposé consacré aux projets de réduction d'émissions.

A cette occasion, il a détaillé la procédure de validation et de certification de projets de protection du climat dans les marchés contraignant et volontaire. Il a aussi démontré le sérieux des contrôles auxquels sont soumis les projets sélectionnés par la BNS pour compenser ses émissions de gaz à effet de serre.

JOURNÉE DES DÉCHETS «NO RUBBISH»

En octobre 2012, la BNS a organisé une journée des déchets «no rubbish», manifestation destinée à sensibiliser les collaborateurs au gaspillage des ressources et aux moyens de réduire les volumes de déchets, grâce à l'utilisation de matériel de bureau particulièrement écologique et à une élimination des déchets respectueuse de l'environnement.

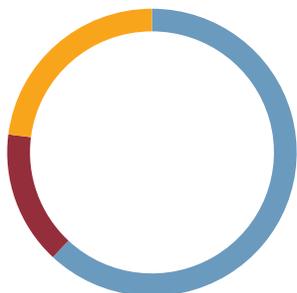
CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ DES CENTRES DE CALCUL DE LA BNS

Sur la consommation d'électricité totale de la BNS en 2012, soit 6,4 millions de kWh, 36% (-2 points) sont imputables aux centres de calcul de Berne et de Zurich. Un peu plus de la moitié de cette électricité est utilisée pour refroidir les locaux.

La consommation d'électricité a reculé d'environ 11% dans les deux centres calcul (voir page 6) grâce à une «virtualisation» croissante des serveurs, au remplacement du matériel informatique devenu obsolète et à l'optimisation du système de distribution d'air froid.

PART DES CENTRES DE CALCUL DANS LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

En %



—	BNS 62
—	Centre de calcul de Berne 15
—	Centre de calcul de Zurich 23

COMPENSATION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Les montants de compensation facultatifs versés par la BNS pour toutes les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses activités servent à soutenir financièrement quatre projets de protection du climat:

- Parc éolien en Nouvelle Calédonie dans les régions de Prony et de Kafeate
- Projet de géothermie «Dora II» en Turquie
- Traitement des eaux usées avec production de biogaz et utilisation de la chaleur résiduelle en Thaïlande
- Centrales hydro-électriques en Chine, dans la municipalité autonome de Chongqing et dans les provinces du Yunnan, du Sichuan et du Guizhou.

Trois de ces projets visent des objectifs non seulement écologiques, mais aussi sociaux. Les projets de parc éolien en Nouvelle Calédonie et de géothermie en Turquie sont certifiés «Gold Standard», et le projet de centrales hydro-électriques en Chine a obtenu le label «Social Carbon Standard».

Les rapports de validation de ces quatre projets sont publiés dans des registres officiels et peuvent être consultés sur les sites Internet du «Gold Standard Registry» ou du «VCS Registry» qui en présentent aussi les descriptifs, les rapports de suivi, etc. La page du Bureau de l'environnement sur l'Intranet de la BNS contient des liens vers ces registres.

SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE À BERNE ET À ZURICH

La BNS a équipé les salles de réunion de ses sièges de Berne et de Zurich de systèmes de visioconférence. Grâce à ces installations, il est possible d'organiser des séances internes et des séances avec des externes sans que les participants doivent se déplacer. Cela permet de gagner non seulement du temps et de l'argent, mais également de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Durant le second semestre 2012, ce système a permis d'éviter de nombreux trajets en train entre les deux sièges et par là même l'émission de quelque 800 kg de CO₂.

ASSAINISSEMENT DES IMMEUBLES DE LA BUNDESPLATZ 1 À BERNE

Pour les travaux d'assainissement des immeubles à Berne, dont la planification a débuté en 2012, la BNS veille à utiliser des méthodes et des matériaux de construction écologiques qui permettront d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.

Dossier: construction durable

La durabilité est devenue une sorte d'antienne. Mais que recouvre cette notion précisément? Selon la définition adoptée en 1987 par la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rapport Burndtland), est considéré comme durable un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la possibilité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins. L'analyse tient compte d'aspects sociaux, économiques et écologiques. Il s'agit maintenant d'appliquer ces principes au domaine de la construction.

Quiconque construit, transforme ou loue un appartement est concerné par le thème de la construction durable. En tant que locataire, on va se demander si la maison est bien isolée et à combien de charges de chauffage il faut s'attendre. La tâche du maître de l'ouvrage est plus complexe, puisqu'il doit également choisir parmi les nombreux systèmes de chauffage, types d'approvisionnement en énergie, matériaux, etc. à sa disposition, tout en veillant, le cas échéant, à respecter les prescriptions légales et les exigences pour pouvoir bénéficier d'éventuels subsides publics.

DÉFINITION D'UN BÂTIMENT DURABLE

La construction durable a pour but d'optimiser tout le cycle de vie d'un bâtiment, du premier coup de pioche aux aménagements intérieurs. Cela implique que les ressources – principalement naturelles – soient utilisées avec économie, que les matériaux choisis soient écologiques et n'aient pas d'effets néfastes sur la santé et que l'on construise de telle manière que les travaux et l'exploitation de l'édifice ne requièrent qu'une faible consommation d'énergie. Le bâtiment lui-même doit offrir un confort maximum et un climat intérieur sain, durer longtemps et, à la fin de son cycle de vie, être en grande partie recyclable.

Concrètement, un immeuble conforme aux exigences du développement durable se caractérise notamment par des matériaux de construction durables et respectueux de l'environnement dont la production n'a nécessité qu'un minimum d'énergie. Il peut s'agir de béton recyclé ou de matériaux naturels tels que le bois ou l'argile indigènes. Pour garantir un climat intérieur sain, on emploiera des

matières exemptes de produits nocifs: des peintures, colles ou laques ne contenant ni solvants ni d'autres composés organiques volatils.

La consommation d'énergie est un critère central de la construction durable. Grâce à une bonne isolation de l'enveloppe extérieure, il est possible de réduire la consommation d'énergie de chauffage, laquelle proviendra, dans la mesure du possible, de sources d'énergie renouvelables. Dans le cas d'une maison à énergie zéro ou passive, le bâtiment couvre l'entier de son besoin en énergie par des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques. Un éventuel excédent de l'électricité ainsi produite peut être injecté, moyennant compensation financière, dans le réseau public.

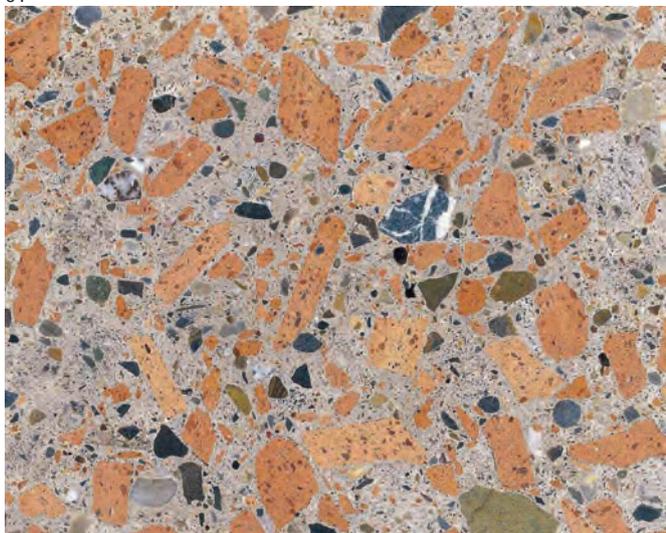
Un autre aspect de la durabilité réside dans la polyvalence d'affectation des immeubles. Les plans devraient en effet être dessinés de sorte à permettre diverses formes d'habitat et une transformation des logements en bureaux et vice-versa moyennant un minimum de travaux, de frais et de consommation d'énergie. On parle de durabilité économique lorsque les coûts sont faibles sur toute la durée de vie d'un immeuble et que sa valeur reste constante. La qualité de l'emplacement, à savoir une bonne desserte par les transports publics et des infrastructures (magasins, écoles, médecins, etc.) facilement accessibles, joue aussi un rôle important.

STANDARDS POUR L'ÉVALUATION DES BÂTIMENTS

Pour l'évaluation des bâtiments selon des critères de durabilité, on distingue entre les standards de durabilité et les standards de construction. Outre les aspects écologiques et économiques, un standard de durabilité apprécie aussi le bâtiment en fonction de critères sociaux. Un standard de construction se concentre quant à lui sur les aspects touchant la construction. Minergie est le standard de construction suisse le plus connu. Mis au point par l'association Minergie (fondée en 1998), il comprend aujourd'hui différents standards.

Le standard de base Minergie met l'accent sur le confort des usagers, que ce soit pour l'habitat ou pour le travail, qui est garanti par une enveloppe de construction de haute qualité et un renouvellement de l'air systématique (aération contrôlée). Le label Minergie-P s'applique à une conception de bâtiment orientée vers une très faible consommation énergétique avec des exigences encore plus strictes pour l'enveloppe de l'immeuble.

01



01 Le béton recyclé est composé principalement de granulats de béton recyclé et de déchets de chantier mixtes. Une partie des déchets de déconstruction, qui représentent pas moins de 13 millions de tonnes par année en Suisse, peut ainsi être réutilisée.

02 Les peintures et les laques diluables à l'eau ne nuisent pas à la santé; elles sont notamment utilisées pour le traitement des surfaces intérieures.

Minergie-A désigne, quant à lui, un standard pour une maison à énergie zéro ou à bilan énergétique positif. Les trois standards Minergie peuvent en outre être assortis de l'adjonction «ECO». Celle-ci fixe des exigences en matière de santé des utilisateurs (par rapport à la lumière du jour, aux émissions de bruit, aux substances polluantes ou aux rayonnements) et de construction écologique (durée d'utilisation et flexibilité des possibilités d'usage, construction facilement déconstructible, matériaux de recyclage, protection des sols, énergie grise).

La Suisse applique aussi divers standards internationaux. Les principaux parmi ceux-ci sont le label britannique BREEAM (Building Research Establishment's Environmental Assessment Method), le standard américain LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) et le label allemand DGNB (Deutsches Gütesiegel Nachhaltiges Bauen); chacun comprend des exigences spécifiques.

Voici une brève présentation de ces trois standards: Créée il y a plus de 20 ans, la certification BREEAM a déjà été attribuée à plus de 200 000 bâtiments dans quelque 50 pays. Ce label évalue, à l'aide d'un système de points, les bâtiments en fonction de la gestion, de

02



l'impact sur la santé, de la consommation d'énergie et d'eau, des transports, des matériaux et des déchets, de l'utilisation du sol, de l'écologie et de la pollution atmosphérique. Le programme LEED, ensuite, fondé en 1998, est l'une des principales références internationales pour la construction durable. Il comprend quatre niveaux de qualité (simple, argent, or et platine) et considère les bâtiments sous l'angle du terrain à bâtir, du bilan énergétique et de l'eau, des matériaux, des ressources et de la qualité de l'espace intérieur. Le DGNB, enfin, évalue la durabilité des bâtiments selon une approche globale qui intègre des aspects écologiques, économiques, socio-culturels et fonctionnels ainsi que des critères techniques, de procédures et d'emplacement.

MINERGIE EN SUISSE

Sur l'ensemble du parc immobilier à vocation d'habitation de la Suisse, soit environ 1,5 million de bâtiments, 1,6% ou 22 500 objets sont certifiés Minergie. Quelque 25% des nouvelles constructions en Suisse sont labellisées Minergie; à ce jour, 27 300 bâtiments ont été certifiés Minergie, dont 92% sont des constructions nouvelles et 8%, des rénovations. Le standard Minergie est ainsi le premier label de construction en Suisse. Pour de plus amples informations, voir le site www.minergie.ch.

03



04



05



06



07



03 Dans les constructions durables, on emploie aussi des fibres de chanvre de variétés non toxiques ou à faible teneur en THC. La laine de chanvre pressée en panneaux constitue un excellent isolant thermique et phonique.

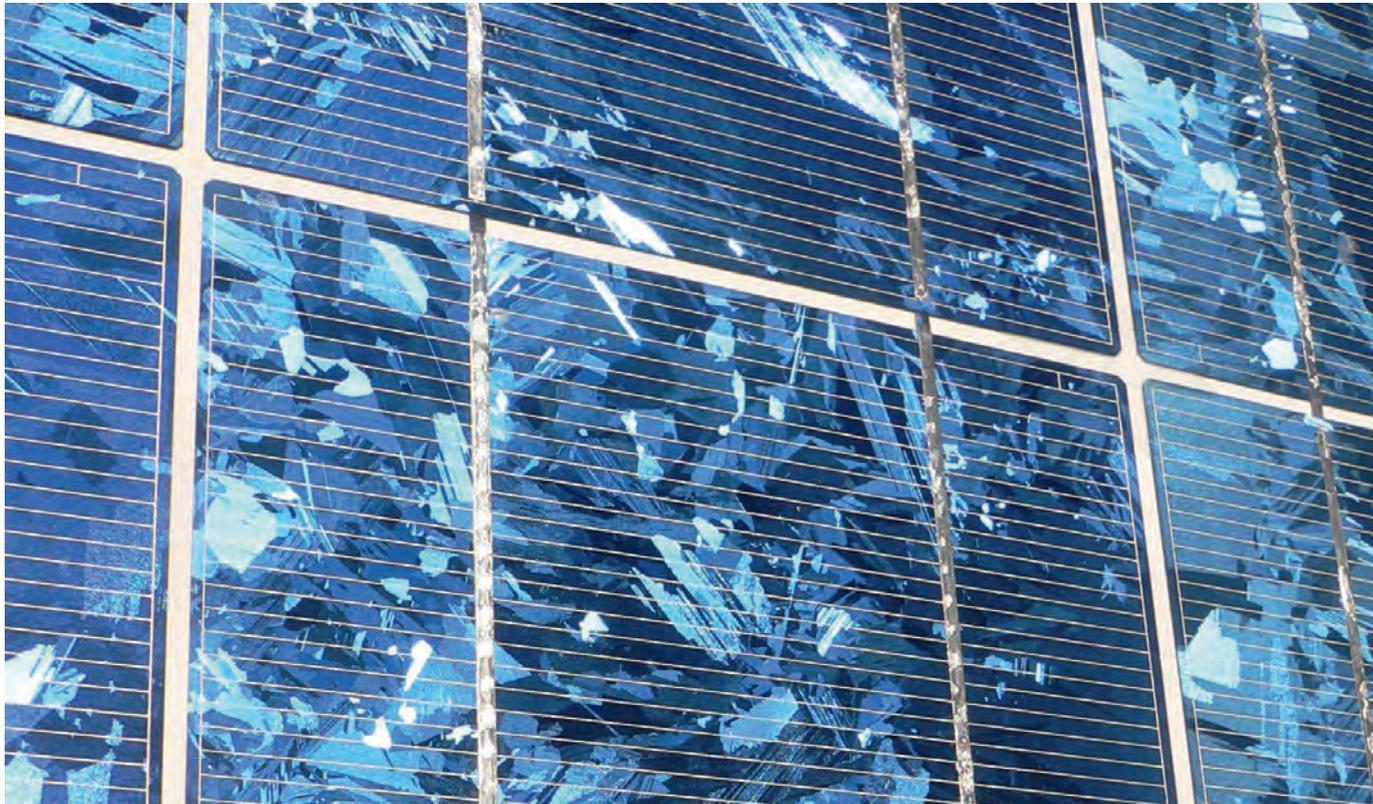
04 Les pierres naturelles suisses telles que le granit d'Andeer sont utilisées comme dalles de sol pour l'intérieur et l'extérieur ou plaques de couverture, pour la réalisation de murets, etc.

05 La laine de mouton est utilisée dans les bâtiments comme isolant thermique et phonique ainsi que pour l'isolation d'installations techniques.

06 L'argile utilisée pour la fabrication de pavés, de dalles et de tuiles est en partie extraite dans des carrières en Suisse.

07 La paille est utilisée comme isolant thermique, pour les toits et les murs porteurs (constructions dites en bottes de paille). Elle est compressée soit en panneaux soit en bottes.

08



08 Le verre est le principal composant des modules photovoltaïques. Les cellules solaires qui y sont intégrées transforment directement la lumière du soleil en énergie électrique.

09 Le bois issu d'une exploitation forestière indigène durable est l'une des principales matières premières dans la construction de bâtiments. Aujourd'hui, des immeubles de plusieurs étages sont entièrement construits en bois.

09



La banque de données en ligne MATERIAL ARCHIV (www.materialarchiv.ch) fournit pour la quasi-totalité des matériaux des informations détaillées sur leur fabrication, leur utilisation, leur impact écologique ainsi que sur divers autres critères. Elle est gérée par des musées et des hautes écoles suisses. Les photos reproduites aux pages précédentes et suivantes présentent des matériaux utilisés pour la construction de bâtiments répondant aux normes du développement durable.

L'utilité environnementale doit faire partie intégrante des avantages du produit.

Propos recueillis par Claudia Kopp



FRANZ BEYELER, 61 ans, est le directeur de l'association Minergie depuis sa fondation en 1998. En sa qualité de président de la direction, il est responsable de la gestion opérationnelle, y compris les finances, le marketing, la communication, la protection des marques, le sponsoring et le réseautage. Economiste d'entreprise diplômé de la HWV, Franz Beyeler dirige l'agence Minergie sur la base d'un mandat confié à sa société de conseil en marketing et communication MKR Consulting AG, Berne.

Qu'est-ce que Minergie et quels sont ses objectifs?

Minergie est avant tout un standard de construction, un label de qualité destiné aux bâtiments qui offrent une qualité de vie et un confort d'habitat supérieurs à ceux des objets conventionnels. Mais c'est aussi une association qui encourage à mieux construire, voire à viser l'excellence en la matière. A ce titre, Minergie s'engage en faveur de standards de construction facultatifs dont les exigences sont plus strictes que celles prescrites par le législateur. Construire en respectant les principes Minergie, c'est garantir une efficacité énergétique et un confort accrus ainsi qu'une meilleure conservation de la valeur du bien.

Qui soutient l'association Minergie?

L'association compte 500 membres, parmi lesquels tous les cantons, la Confédération et la Principauté de Liechtenstein ainsi que plusieurs banques, assurances et grandes entreprises du commerce de détail ou spécialisé. De nombreux fabricants de matériel de construction, fournisseurs de fenêtres, de matériaux d'isolation, de systèmes de chauffage, etc. sont également membres de l'association.

Quelles sont vos tâches en tant que directeur de Minergie?

Je m'occupe de toutes les questions liées aux finances et à la protection des marques, de la représentation de l'association et des contacts avec les médias, sans oublier, bien entendu, le développement des standards Minergie. Il nous tient à cœur de mettre au point des processus destinés à améliorer la qualité des constructions et à faciliter la remise et l'exploitation des bâtiments. Nous voulons par exemple développer des solutions permettant aux propriétaires ou locataires de suivre en temps réel l'évolution de la qualité de l'air ou de la température ambiante.

En Suisse, le label Minergie jouit d'une grande notoriété. Quelle est la raison de ce succès?

Sa simplicité est l'un de ses principaux atouts. En tant que produit, le standard de construction Minergie est beaucoup plus simple que le label LEED, par exemple, et les frais de certification sont nettement moins élevés, bien que ses exigences en matière énergétique soient plus sévères. Par ailleurs, nous avons réussi dès le départ à obtenir le soutien de l'ensemble des cantons ainsi que de la Principauté de Liechtenstein. Les cantons appli-

quent nos standards, et les bureaux de certification se trouvent dans les locaux des offices cantonaux, ce qui confère à Minergie un caractère officiel et normatif.

Comment vous y êtes-vous pris pour convaincre les différents groupes d'intérêt des avantages de Minergie?

Je suis persuadé qu'une stratégie de communication éprouvée est indispensable lorsque l'on veut faire passer un message dans le domaine de la construction. Pour moi, il a été clair dès le début que Minergie ne devait pas se cantonner dans une niche verte. En effet, le label Minergie n'a pas pour unique objectif de renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments; il vise aussi à offrir une meilleure qualité de vie et un confort accru tout en réduisant la consommation d'énergie. En tant que professionnel du marketing, j'aurais tendance à dire que, pour créer de l'utilité environnementale, celle-ci doit faire partie intégrante des avantages du produit.

Comment a-t-il été possible de rallier tous les cantons autour de Minergie?

Le concept Minergie a été élaboré dans les années 1990 par le chef du service cantonal de l'énergie de Zurich. Le canton de Zurich a ensuite joué un rôle moteur dans le développement du standard et a réussi à convaincre les autres cantons de se joindre au projet. Les gouvernements cantonaux ont vu en Minergie un instrument efficace pour encourager les efforts de réduction de la consommation d'énergie.

Pourquoi les cantons y tenaient-ils à ce point?

La loi sur l'énergie oblige les cantons à promouvoir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie. Elle les oblige également à encourager les mesures qui vont au-delà des exigences légales, comme c'est le cas de Minergie. A cet effet, il faut savoir que Minergie a amené le législateur à abaisser considérablement les valeurs de consommation d'énergie maximales autorisées. En 1975, par exemple, on pouvait construire une maison qui consommait 22 litres de mazout par m² de surface de référence énergétique et par an. Aujourd'hui, ces gouffres à énergie représentent 80% environ du parc immobilier de la Suisse. Après 1975, les cantons ont réduit progressivement les valeurs de consommation maximales autorisées. En 1998, Minergie a fixé la limite maximale admissible pour les nouvelles constructions à 4,2 litres par m². Dix ans plus tard, les cantons ont abaissé la valeur limite de 9 à 4,8 litres par m² et par an; c'est la valeur actuellement en vigueur dans les normes de construction cantonales.

Quel est l'avantage de Minergie?

Lorsque l'on construit une maison selon Minergie, on connaît d'avance tous les paramètres requis: système d'aération, enveloppe extérieure performante, fenêtres de qualité et consommation d'énergie clairement définie.

Quelle est alors l'utilité d'une certification?

Cette question, on me la pose souvent. Je peux tout à fait construire une maison qui respecte les normes Minergie et décider de ne pas la faire certifier. Cependant, il faut savoir que de nombreuses banques accordent des prêts à des taux préférentiels aux bâtiments labellisés Minergie. L'acquéreur, de son côté, sait à quoi s'attendre lorsqu'il achète un immeuble certifié Minergie. Si le marché immobilier se détend, certains objets ne pourront que difficilement être loués. Et si, en plus, les prix de l'énergie prennent l'ascenseur et qu'ils grèvent le budget des ménages comme actuellement les primes d'assurance-maladie, alors les choses se corsent. Voici un calcul simple qui illustre bien mes propos: si le prix du litre de mazout passait à 3 francs environ, les charges d'énergie d'une maison familiale correspondraient, pour une famille de quatre personnes, au montant des primes d'assurance-maladie que celle-ci paie actuellement. Vu sous cet angle, l'avantage de Minergie pour l'acquéreur est donc aussi de savoir ce qu'il achète.

Une certification influe-t-elle sur la valeur du bâtiment?

Oui, plusieurs études l'ont clairement attesté. Les nouveaux logements labellisés Minergie se louent à des prix plus élevés, la différence pouvant atteindre 6% sur le loyer net. Le standard Minergie assure plus de confort, moins de bruit, l'absence de particules fines grâce à l'aération et bien d'autres avantages qui, à eux seuls, augmentent déjà la valeur d'un immeuble certifié Minergie.

A combien se chiffrent les surcoûts d'une construction ou d'une modernisation selon Minergie?

Pour une maison familiale, il faut compter entre 20 000 et 25 000 francs de plus que pour une construction conventionnelle. Les différences entre les standards Minergie et les normes de construction cantonales en ce qui concerne les fenêtres et l'isolation de l'enveloppe du bâtiment ayant diminué, il n'y a plus guère que le système d'aération qui occasionne un surcoût. Pour une rénovation complète et efficace d'une maison familiale, les coûts supplémentaires par rapport à une modernisation traditionnelle se situent entre 30 000 et 50 000 francs.

01



01 Exemple d'un objet classé monument historique assaini selon Minergie: la cantine du gymnase de Wettingen (AG).

02 Ce bâtiment d'architecture rurale alpine construit vers 1760 à Amden a lui aussi été modernisé selon le standard Minergie.

02



Combien coûte une certification? Quelles sont les conditions à remplir pour l'obtenir?

Les frais de certification s'élèvent à 900 francs pour une maison familiale. Le label Minergie – je ne parle ici ni de Minergie-P ni de Minergie-P-ECO – est le moins cher de tous les standards de construction; de plus, il s'obtient très facilement. Les seules exigences à remplir sont une valeur limite énergétique et un système de renouvellement d'air contrôlé.

Qu'entendez-vous par bâtiment durable?

La durabilité est aujourd'hui utilisée à tort et à travers. Parler de constructions pour les générations futures me paraît bien plus juste. Si on bâtit, autant le faire de manière à répondre aux besoins de nos petits-enfants. C'est pourquoi le concept de construction durable englobe, à côté des aspects écologiques et économiques, également des facteurs socio-culturels. Un bâtiment ne doit donc pas seulement être écologique et économique, mais aussi, dans la mesure du possible, tenir compte d'exigences sociales telles qu'une bonne desserte par les transports publics.

Le standard Minergie fixe-t-il aussi des critères relatifs aux méthodes et aux matériaux de construction?

Le standard Minergie de base ne fixe pas de critères à proprement parler pour les procédés et les matériaux de construction. Minergie-P, en revanche, exige l'utilisation de béton recyclé lorsqu'il peut être acheté dans un rayon de 30 km. Parmi les autres exigences figurent bien entendu le recours à des matériaux écologiques et à du bois issu d'une exploitation forestière durable. Sont interdits tous les matériaux dont la fabrication nécessite beaucoup d'énergie grise, par exemple l'aluminium ou le cuivre dans les toitures.

Comment Minergie tient-il compte de critères sociaux ou sociétaux?

Minergie n'est pas un standard de durabilité; il n'intègre donc pas les aspects sociaux ou sociétaux comme l'emplacement. En Suisse, il n'existe pas encore de norme pour la construction durable au sens strict du terme, mais le réseau pour le développement durable en Suisse planche actuellement sur un tel standard.

Comment jugez-vous le niveau général actuel des nouvelles constructions? Est-il encore fréquent de construire sans respecter les normes Minergie?

Du point de vue strictement énergétique, le niveau est élevé en Suisse, grâce notamment aux lois sur l'énergie. Dans le canton de Zurich, par exemple, près de 50% des nouveaux immeubles sont construits selon les normes Minergie. Cependant, il arrive aussi que des immeubles bâtis conformément à Minergie ne soient pas certifiés, ce qui n'est pas un problème en soi. Par contre, les promoteurs ou propriétaires risquent de le regretter le jour où ils voudront vendre l'objet, car ils en obtiendront un prix moins intéressant que pour un bâtiment certifié Minergie.

Le parc immobilier suisse est plutôt ancien et comprend de nombreux bâtiments dont l'efficacité énergétique est mauvaise. Comment y remédier?

C'est un gros problème, en effet. Il y a en Suisse 1,5 million d'anciens immeubles qui consomment 22 litres de mazout par m² et dont la surface de façade totale équivaut à quelque 90 000 terrains de football; il faudrait les assainir de toute urgence. Inutile de dire que, faute de moyens et de capacités de construction, ces modernisations ne pourront se faire du jour au lendemain. Cela étant, le Programme Bâtiments des cantons encourage l'assainissement énergétique des immeubles via des subventions. Or se lancer dans des travaux d'assainissement n'est pas chose aisée, car il faut disposer de solides connaissances tant financières que légales. A plusieurs reprises, j'ai pu constater qu'un propriétaire bien renseigné et au fait des avantages financiers possibles tels que déductions fiscales, subventions, conditions de prêts, etc. osait plus facilement franchir le pas. A cet égard, notre association fournit un travail d'information considérable et propose un riche programme de formations et de cours de perfectionnement destinés aux spécialistes de la construction et aux propriétaires.

Lors de l'assainissement d'un immeuble ancien, l'obtention du label Minergie est souvent difficile en raison de la nécessité d'un système de ventilation contrôlée. Faut-il renoncer pour autant?

Non, car un concepteur digne de ce nom peut sans problème réaliser une installation de ventilation contrôlée. Il existe aujourd'hui des prises d'air qui se fixent sous les fenêtres. Il ne doit pas forcément s'agir d'un système d'aération douce, une ouverture automatique des fenêtres suffit. Il existe des systèmes très simples qui ne nécessitent pas de grosses conduites d'aération.

Le parc immobilier de la Banque nationale suisse est presque intégralement composé d'objets présentant un tissu bâti ancien et classés monuments historiques.

Une certification selon Minergie est-elle possible?

La modernisation selon les critères Minergie de bâtiments classés au titre de la protection des monuments et des sites est tout à fait possible. Cependant, un tel projet est très ambitieux et ne saurait se faire sans le concours de spécialistes expérimentés. La liste des bâtiments Minergie contient de très nombreux exemples, photos à l'appui, de bâtiments anciens modernisés en conformité avec les exigences Minergie.

Les pompes à chaleur et les installations d'aération douce consomment de l'électricité. Cela est-il compatible avec le virage énergétique?

Pour moi, réduire les émissions de CO₂ va forcément de pair avec une hausse de la consommation d'électricité. Mais celle-ci n'est pas imputable aux pompes à chaleur, qui ne représentent qu'une très faible part de cette augmentation. Aujourd'hui, la tendance est au tout automatisé, à commencer par les portes de garage, les ascenseurs et les escaliers mécaniques. Nous achetons aussi de plus en plus d'appareils électriques: décodeurs, machines à café, téléviseurs, ordinateurs, etc. Quelle est la contribution de Minergie au virage énergétique? Tout d'abord, je tiens à préciser qu'une maison Minergie chauffée à l'aide d'une pompe à chaleur consomme dans tous les cas moins d'énergie qu'une maison conventionnelle équivalente. De plus, l'aération ne se fait pas via les fenêtres, ce qui est un point décisif lorsque l'on sait que l'aération non contrôlée par fenêtres alourdit le bilan énergétique de quelque 20%.

Quels sont, d'une manière générale et en particulier pour Minergie, les défis futurs dans le domaine de la construction?

La construction est un secteur en plein essor. Chaque année, 50 000 personnes immigreront en Suisse et doivent se loger. La question est de savoir où, vu les surfaces au sol limitées. Il faudrait construire de manière plus dense, se montrer plus téméraire et démolir davantage pour construire du neuf et mieux exploiter la verticalité. Dans sa stratégie d'avenir, Minergie s'est fixé pour objectif de relever encore le niveau de qualité des constructions selon ses standards. Comme je l'ai déjà évoqué, il nous tient à cœur de mettre au point des processus destinés à améliorer la qualité des constructions et à faciliter la remise et l'exploitation des bâtiments.

Annexe: Index GRI

L'index GRI se réfère aux directives de la Global Reporting Initiative (GRI)¹, organisation internationale qui établit des lignes directrices généralement admises pour l'établissement des rapports en matière de développement durable (www.globalreporting.org). Le tableau ci-après est un extrait des indicateurs traités dans le présent rapport et mentionne la page où trouver les informations correspondantes.

INDEX GRI

	Page
Stratégie et analyse	
1.1 Déclarations du directeur général	5
Profil de l'entreprise	
2.1 Nom de l'organisation	3
2.2 Principaux produits et marques correspondantes	5
2.5 Sites	5
2.8 Effectif	5
Champ et périmètre du rapport	
3.1 Période considérée	5
3.3 Périodicité du rapport	5
3.4 Personne à contacter au sujet du rapport	28
3.6 Périmètre du bilan	5
3.9 Hypothèses, techniques de mesure des données figurant dans le rapport et bases de calcul	5
3.12 Index GRI	26
Gouvernement d'entreprise	
4.1 Structure de gouvernance, y compris comités de stratégie et de supervision	5
4.8 Lignes directrices, valeurs, codes de bonne conduite et principes ayant une importance pour la performance environnementale	5
4.9 Procédures définies au niveau de conduite supérieur pour superviser la manière dont la performance environnementale est identifiée et gérée	5
Indicateurs de performance environnementale	
EN1 Consommation de matières	7, 12
EN2 Pourcentage de matières recyclées	12, 14, 15
EN3 Consommation d'énergie directe	6, 12, 14
EN5 Energie économisée	6, 12, 14
EN7 Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	13, 17
EN8 Consommation d'eau	8, 12
EN16 Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre	11, 12
EN22 Masse de déchets par type et par mode de traitement	8, 12
EN29 Impact des transports et des déplacements professionnels sur l'environnement	9, 12

¹ Lignes directrices pour le reporting développement durable, version 3.0 (2006)

Glossaire

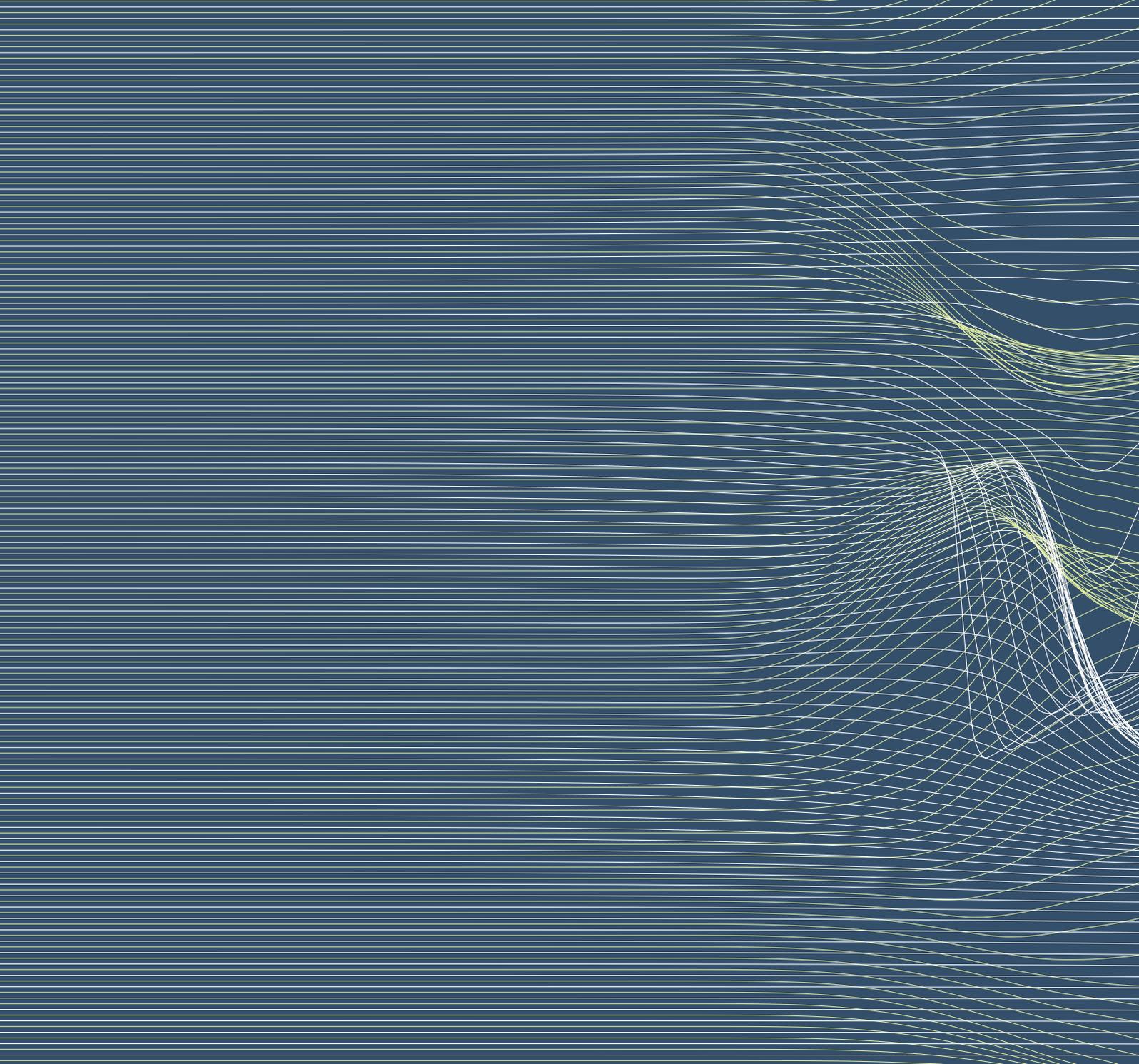
CC	Centre de calcul
CO ₂	Dioxyde de carbone
coll.	collaboratrices et collaborateurs
Degrés-jours de chauffage	Somme des différences quotidiennes constatées sur une période donnée entre la température à l'intérieur d'un bâtiment (20° C) et la moyenne de la température extérieure calculée sur tous les jours de chauffage de la période considérée
Equivalent CO ₂	Volume de gaz à effet de serre exprimé en volume équivalent de CO ₂
Gaz à effet de serre	Substances gazeuses qui contribuent à l'effet de serre: dioxyde de carbone (CO ₂ , sert de valeur de référence), méthane (CH ₄), oxyde nitreux (gaz hilarant, N ₂ O), chlorofluorocarbures (CFC) et hexafluore de soufre (SF ₆)
kWh; MWh	Kilowattheure; mégawattheure: unités de mesure de l'énergie; 1 kWh correspond à l'énergie produite par 1 dl de mazout; 1 MWh correspond à 1000 kWh
VfU	Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten (association allemande)

Contact

Banque nationale suisse
Bureau de l'environnement, Claudia Kopp
Case postale, 8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11
E-mail: claudia.kopp@snb.ch

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne, juin 2013

Imprimé sur papier 100% recyclé Balance Pure



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

